



Entretien avec  
Anne-Marie Fauvel

Présidente  
du Comité national  
de liaison des acteurs  
de la prévention  
spécialisée (Cnlaps)

## Chaud et froid sur la Prév'

Les attentats ont mis en lumière la prévention spécialisée, reconnue au niveau national pour son rôle face à la marginalisation et la radicalisation des jeunes. Pourtant les coupes budgétaires pleuvent dans les départements.

Comment définissez-vous les missions de la prévention spécialisée ?

Dans le cadre de la protection de l'enfance, nous allons à la rencontre de jeunes qui ne veulent absolument pas nous voir. L'objectif est de ramener ces gamins en rupture sur un parcours de vie normalisé : aller à l'école, trouver du boulot, devenir citoyen. Mais la prévention ne se réduit pas à cet accompagnement social.

Quand un éducateur de rue arrive dans un quartier, il effectue un travail de dynamique globale pour favoriser l'émergence d'une communauté éducative d'adultes sur laquelle on peut s'appuyer pour accompagner ces gamins. Si les instituteurs font remonter qu'ils ne voient jamais les parents, l'éducateur va voir ce qu'il peut faire avec le centre social, avec les familles qu'il connaît, pour par exemple organiser une fête qui permettra la rencontre. La prévention c'est du développement social local.

Entre réductions budgétaires et suppressions de postes, l'utilité de la prévention spécialisée semble encore questionnée ?

Nous sommes dans un paradoxe. Comme de nombreux services sociaux, nous subissons des baisses de subventions. En même temps, nous sommes en train de vivre un tournant où tout le monde dit, notamment avec la loi 2007, qu'il faut mettre en place des mesures préventives, prendre en compte le

lieu de vie des personnes... Donc les pratiques de la prévention sont valorisées, et elles devraient soutenir la rénovation des politiques publiques.

Avec les attentats, on voit aussi qu'on est confronté à des problèmes de construction identitaire, de désaffiliation, ce qui est une compétence de la prévention. Logiquement, le contexte sociétal et politique devrait nous être favorable. Or la prévention n'est pas perçue comme une dépense obligatoire, surtout que la population ne voit pas forcément la plus-value de la présence d'un éducateur de rue. Il est souvent associé aux jeunes délinquants, et peut même donner l'impression de favoriser les moins méritants en leur offrant des activités. Les élus locaux qui ont compris la globalité de notre travail nous soutiennent. D'autres n'ont pas compris l'aspect développement local, et trouvent le sécuritaire plus pertinent. C'est vrai qu'il est plus facile de maîtriser des caméras que des éducateurs de rue.

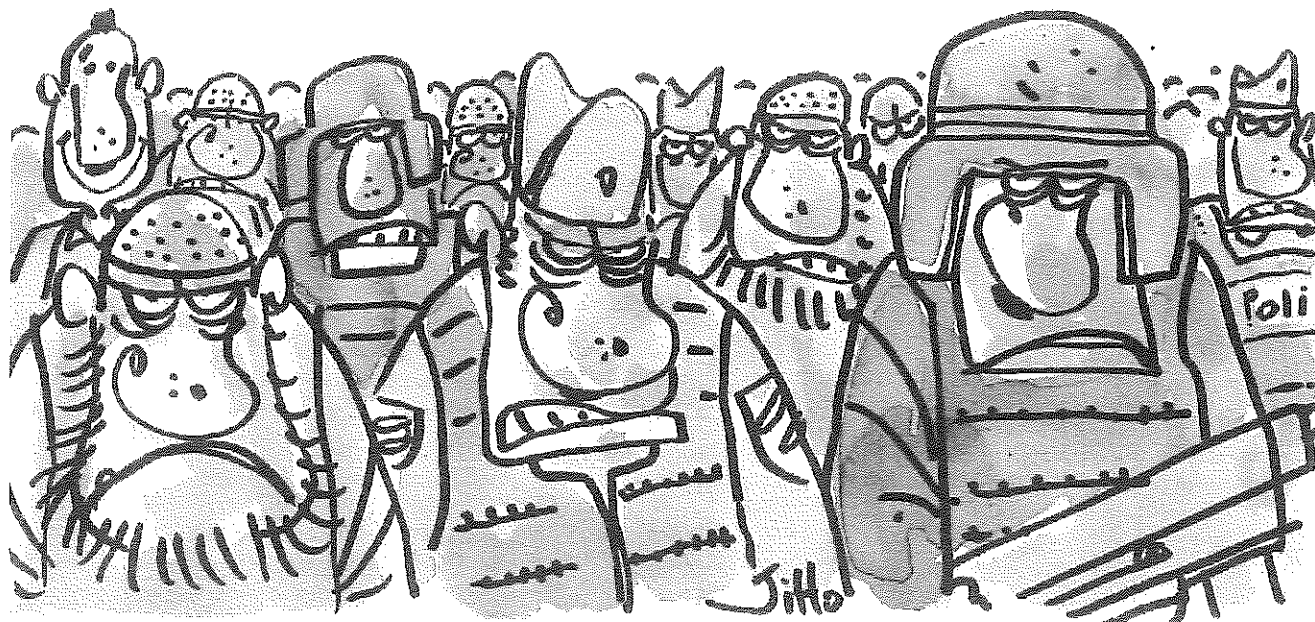
Que vous inspire ce préjugé qui consiste à reprocher à la prévention de faire de l'animation ?

On part à la pêche, forcément il faut des appâts. On arrive chez eux, on n'a pas de mandat, si on a rien à leur proposer les jeunes peuvent très bien nous dégager. Aujourd'hui, ils ne sont pas tellement dans la demande d'activités parce qu'ils sont repus. Ils veulent de l'argent, donc nous proposons des chantiers éducatifs. Mais ce n'est qu'un outil, ce qui nous intéresse c'est la rencontre. On va peindre ou nettoyer les rivières avec lui, ça va établir une relation et petit à petit le gamin va se confier. Et là, commence le travail. Pour éduquer, il faut établir la relation, parler des émotions, des envies, de ce qu'ils vivent, je ne vois pas d'autre solution. Je crois au contraire qu'il faut valoriser les méthodes de la prévention qui devraient inspirer beaucoup d'autres services du social. En même temps on a du mal à se faire entendre.

Suite aux attentats de Paris, les politiques parlent d'armée, de police, de renseignement, jamais de prévention, pourquoi ?

Au moment des attentats, tous les services de prévention spécialisée ont été sollicités par les préfetures et les ministères. Le 14 et 15 novembre, nous étions dans les quartiers pour parler des attentats. Ça ne change pas le monde, mais on limite la casse. Quand un gamin, confond les mots fraternel et français, et que dans sa tête ça veut dire qu'il n'y a de solidarité qu'entre Français, heureusement qu'un éducateur peut en discuter avec lui. Ce travail est essentiel, mais face à une population extrêmement apeurée, c'est impossible de répondre « on va renforcer la présence des éducateurs de rue ». Le gouvernement doit envoyer un message sécuritaire. Après, ils travaillent avec nous pour agir en profondeur mais là, la communication ne passe pas. Il y

## UN ÉDUCATEUR DE RUE SE CACHE DANS CETTE IMAGE. SAURAS-TU LE DÉCOUVRIR ?



a l'effet d'annonce, puis le moyen et long terme où se situe le travail éducatif. Ces jeunes qui traînent dans les cages d'escalier ou qui passent leur vie devant Internet, il n'y plus qu'un adulte en France qui va les voir, l'éducateur de rue. Notre production consiste à prendre un jeune dans un état et qu'il évolue dans son comportement. Comment ? Il faut de la créativité pour susciter la rencontre. À partir de la parole, on retravaille le lien de confiance, et on tente de leur donner autre chose à faire que glandouiller.

Évidemment, quand il n'y a pas de boulot c'est plus compliqué, et ça facilite le travail des salopards qui disent : « *La France ne fait rien pour vous, vous êtes des pauvres victimes, vous êtes discriminés, venez vers nous.* »

Ces terroristes kamikazes, souvent très jeunes, peuvent être perçus par certains comme une forme d'échec de la prévention spécialisée, qu'en pensez-vous ?

La radicalisation est un phénomène d'emprise. Le problème de l'endoctrinement ne touche pas spécialement le public de la prévention. Il y a des jeunes radicalisés dans les quartiers, mais aussi dans tous les milieux. Là on entre dans un autre travail qui n'est pas du ressort de la prévention spécialisée, même si nous participons à la réflexion et à la création d'ou-

*« Pour éduquer, il faut établir la relation, parler des émotions, des envies. »*

tils pour sortir des minots et des adultes des phénomènes d'emprise. En revanche dans les quartiers, nous constatons un mouvement de désaffiliation des jeunes. Ils sont tellement mal dans leur peau, qu'ils ne parviennent plus à faire confiance à l'adulte. Ça fait des années que nous signalons ce phénomène, mais ce n'est pas nous qui allons arrêter les endoctrineurs. Avec les gamins qui se laissent embarquer, on redit « fais gaffe, est ce que tu sais où il veut t'emmener, ça serait pas plus cool de draguer des minettes... » En persistant, on parvient souvent à recréer du lien. Aujourd'hui, les jeunes des quartiers ont surtout extrêmement peur de l'amalgame entre eux et les terroristes. Dans ce contexte, la problématique de terrain est de rétablir le contact. Notre objectif est de rétablir la confiance avec l'éducateur, pour ensuite aller vers d'autres adultes, mission locale, professeurs...

Il faut aussi recréer le lien avec des gens qui, souvent à juste titre, en ont ras-le-bol de ces gamins. En terme de communication, ce n'est pas pratique, ce travail de fourmi ne se voit pas, il n'y a rien à photographier. Si notre action manque de visibilité, c'est aussi parce que l'éducateur de rue a une crispation envers les journalistes. Parce que la prévention est si complexe que l'on craint les simplifications.

My. L.